



# **POLITIQUE INDUSTRIELLE | ANALYSE COMPARATIVE FRANCE-ALLEMAGNE**



Présent à Paris et Bruxelles, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes et organise des conférences-débats et des séminaires sur ses thèmes d'études. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### Paris

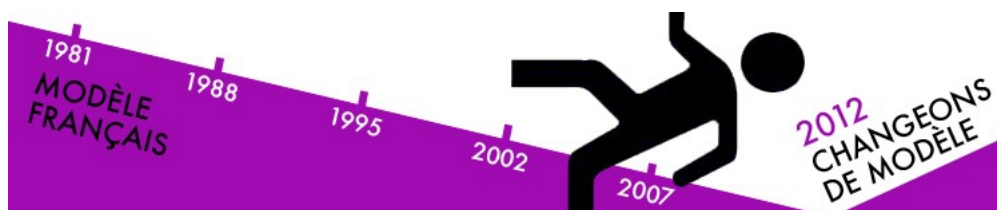
20, rue Laffitte – F-75 009 Paris  
Tel. +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax. +33 (0)1 49 49 03 33

#### Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92 – B-1180 Bruxelles  
Tel. +32 (0)2 374 23 13  
Fax. +32 (0)2 358 56 48

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org) – [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

Cette note a été réalisée par Jakob HÖBER, rapporteur Comparaison France-Allemagne au sein du programme **2012 : changements de modèle**, et Caroline POPOVICI, chargée de mission Finances publiques.



#### Déjà publié

**Éducation | Analyse comparative de la dépense publique en France et en Allemagne**  
12 pages, février 2012

**Santé | Analyse comparative de la dépense publique en France et en Allemagne**  
12 pages, mars 2012

**Politique de l'emploi | Analyse comparative de la dépense publique en France et en Allemagne**  
12 pages, mars 2012

## **POLITIQUE INDUSTRIELLE | ANALYSE COMPARATIVE FRANCE-ALLEMAGNE**

### **L'essentiel**

- 1** | Si la France portait sa production industrielle au niveau de l'Allemagne, **elle augmenterait son PIB de 6 points, soit 118 milliards d'euros**
- 2** | Un développement ralenti entre 2000 et 2010 qui cause **une perte de 3,3 milliards d'euros par an**
- 3** | Si la France ramenait ses charges sociales au niveau allemand, **cela représenterait un allègement de 15,3 milliards d'euros pour le secteur**
- 4** | Si la France avait le même taux d'emploi industriel que l'Allemagne, **il y aurait 1,4 million d'emplois de plus dans le secteur**
- 5** | Il manque **12 000 entreprises de taille moyenne à la France**
- 6** | Si les entreprises françaises portaient leur effort de R&D au niveau allemand, **cela représenterait un investissement de plus de 30 milliards d'euros par an**
- 7** | Exportations : **8,6 milliards d'euros sont à gagner dans les industries de pointe**
- 8** | Le problème français est moins la compétitivité que **la taille du secteur et l'environnement défavorable**

La problématique industrielle, à travers les questions des délocalisations, des fermetures d'usines ou du « produire en France », s'est imposée comme l'un des thèmes de l'élection présidentielle française. Chaque candidat y va de sa ou de ses propositions, de l'allègement de charges à la création d'une banque publique d'investissement, d'un peu de protectionnisme européen à un label garantissant une production française des produits... Le sauve-qui-peut est général et l'on se demande qui aura la baguette magique pour sauver usines, emplois et savoir-faire.

Il faut d'abord se souvenir que l'on sort de trente années de négligence dans la plupart des pays développés. Depuis les années 1980, on présentait les services comme principal secteur d'avenir – auxquels s'ajoutèrent les NTIC à partir des années 1990. C'est principalement l'industrie manufacturière qui a subi la charge et le modèle de « l'entreprise sans usine » paraissait prometteur. Perçue comme un secteur sans avenir dans les pays à haut coût salarial, l'industrie à faible valeur ajoutée s'est délocalisée vers des pays à bas coûts, trop heureux de saisir cette opportunité pour développer eux-mêmes une base industrielle dynamique – on pense bien sûr à la Chine, mais aussi à la Corée du Sud par exemple.

L'Allemagne, comme les autres pays occidentaux, s'est engagée sur cette voie. Mais un ensemble de facteurs explique qu'elle a cherché à défendre, plus que d'autres, son paysage industriel en misant en particulier sur l'innovation et la technologie de pointe : ancrage historique et culturelle de l'industrie dans l'économie allemande, importance des entreprises patrimoniales<sup>1</sup>, stratégie concertée entre l'État, les entreprises et les syndicats, etc. Choix finalement payants, notamment à l'export. Car, si les services permettent à une économie de soutenir sa croissance intérieure, ce sont les biens industriels qui font la différence dans la balance commerciale. Tous les pays qui ont une balance commerciale fortement positive sont de grands producteurs industriels – comme l'Allemagne, le Japon ou la Chine. Avec un déficit commercial de plus de 70 milliards en 2011, la France peut méditer ces exemples...

Un secteur industriel performant est un système complexe dont la réussite dépend d'une multitude de facteurs : capital disponible, formation et disponibilité de la main-d'œuvre, innovation, incitation publique adéquate, comportement de la population face au risque entrepreneurial et à l'innovation, volonté d'adaptation à un marché mondial de plus en plus compétitif, etc. De ce point de vue, les faiblesses de la France sont connues : un coût du travail qui pèse sur la compétitivité, un système de soutien et d'aides publiques aux entreprises peu efficace – qui profite surtout aux grands groupes –, trop peu d'entreprises petites ou moyennes qui exportent, des dépenses de R&D trop faibles, etc.

En s'appuyant sur l'exemple allemand, l'Institut Thomas More dessine les contours d'une politique industrielle enfin performante. Mais attention, qui dit « politique industrielle » ne dit pas dirigisme. Le Commissariat au Plan a fait son temps ! Ce n'est pas l'État qui doit être à la manœuvre, mais les entreprises. L'État, lui, doit se cantonner à un rôle d'arbitre et d'incitateur.

Les candidats à l'élection présidentielle sauront-ils le comprendre ?

---

<sup>1</sup> Il ne s'agit pas seulement des fameuses PME exportatrices, mais aussi de très grandes entreprises comme Bosch ou BMW.

## A | Chiffres et données

Dans la présente note, nous entendons par « politique industrielle » toute politique visant à renforcer la compétitivité du secteur industriel et de son potentiel de croissance, de l'emploi et de l'innovation. Les données présentées correspondent à l'intitulé « secteur industriel hors construction, énergie et extraction minière » (catégorie C) de la nomenclature ISIC<sup>2</sup>.

Sauf mention explicite d'une autre année, l'année de référence est 2009 – dernière année intégralement renseignée dans les bases de données utilisées. Mais il est à noter que cette année a touché l'industrie d'une façon particulièrement violente, avec une contraction de la valeur ajoutée de 11% en France et de 16% en Allemagne pour le secteur manufacturier<sup>3</sup>. Il convient donc de garder à l'esprit que la part de la contribution du secteur industriel à l'économie nationale dans une année « normale » est plus importante qu'elle ne l'est ici.

Compte-tenu de l'importance revêtue par les PME dans ce secteur, nous proposons dans l'analyse (partie B) un focus sur les entreprises de taille moyenne, qui comptent entre 50 et 249 employés. Des contraintes statistiques (disponibilité et homogénéité des données) nous empêchent en effet de traiter les entreprises plus petites (moins de 50 salariés) ainsi que les entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Enfin, on doit rappeler que cette note, par son format et son ambition, ne peut couvrir qu'une partie des facteurs d'une politique industrielle réussie. Aussi, sa lecture sera plus féconde si on la lit conjointement à la note *Politique de l'emploi | Analyse comparative de la dépense publique en France et en Allemagne* récemment publiée par l'Institut Thomas More<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> *International Standard Industrial Classification (ISIC)*, publiée par les Nations-Unies.

<sup>3</sup> Source Eurostat.

<sup>4</sup> Institut Thomas More, *Politique de l'emploi | Analyse comparative de la dépense publique en France et en Allemagne*, note de Benchmarking N°11, mars 2012.



## Politique industrielle | Analyse comparative France-Allemagne

	France	Allemagne	Écarts	
			Différence	Variation
<b>Données générales</b>				
PIB (en milliards d'€)	1 933	2 474	-541	-21,9%
Population totale	64 369 050	82 002 356	-17 633 306	-21,5%
Population active	28 087 450	41 029 625	-12 942 175	-31,5%
<b>Le secteur industriel (1)</b>				
Production industrielle (en milliards d'€)	179,77	381	-201,23	-52,8%
> en % du PIB	9,3%	15,4%	-6,09 pts	-39,5%
Valeur des exportations du secteur industriel	347,6	803	-455,4	-56,7%
> En % des exportations	78,8%	80,6%	-1,81 pts	-2,2%
Nombre total d'entreprises	207 040	179 834	27 206	15,1%
> dont de basse technologie (2)	133 585	78 243	55 342	70,7%
> en % du nombre total	64,5%	43,5%	21,01 pts	48,3%
> dont de technologie de pointe (2)	4 538	8 759	-4,221	-48,2%
> en % du nombre total	2,2%	4,9%	-2,68 pts	-55%
CA du secteur industriel (en milliards d'€)	804,53	1 548,37	-743,84	-48%
CA moyen par entreprise (en €)	3 885 850	8 610 001	-4 724 151	-54,9%
Evolution du CA du secteur industriel 2000-2010	14,5%	19,3%	-4,80 pts	-24,9%
Valeur ajoutée au coût des facteurs (en milliards d'€)	180,5	381,5	-201,1	-52,7%
> en % du PIB	9,3%	15,4%	-6,09 pts	-39,5%
<b>La main d'oeuvre</b>				
Nombre de salariés	3 053 707	6 559 264	-3 505 557	-53,4%
> Nombre moyen de salariés par entreprise	15	36	-21	-58,3%
> en % de la population active	10,9%	16%	-5,1 pts	-32%
Valeur ajoutée par salarié (en €)	59 093	58 169	923	1,6%
Part du coût salarial dans les coûts de production	21,6%	22,5%	-0,90 pts	-4%
Coût annuel moyen par employé (en €)	48 100	47 200	900	1,9%
Part des charges sociales dans les coûts salariaux (en %)	29,7%	19,3%	10,4 pts	53,9%
Coût moyen des charges sociales par employé (en €)	14 286	9 110	5 176,1	56,8%
Charges sociales (en milliards d'€)	43,7	59,7	-16,0	-26,8%
> en % du CA	5,4%	3,9%	1,57 pts	40,8%

	France	Allemagne	Écarts	
			Différence	Variation
<b>Les entreprises de taille moyenne (3)</b>				
Nombre d'entreprises de taille moyenne du secteur industriel	6 223	16 005	-9 782	-61,1%
> en % du nombre total	3%	8,9%	-5,89 pts	-66,2%
CA des entreprises de taille moyenne du secteur industriel (en milliards d'€) (4)	191,3	348,4	-157,1	-45,1%
Part du CA des entreprises de taille moyenne dans le CA total du secteur industriel	23,8%	22,5%	1,3 pts	5,7%
CA moyen par entreprise de taille moyenne (en €)	30 737 345	21 767 491	8 969 854	41,2%
Valeur ajoutée au coût des facteurs (en milliards d'€) (4)	41,9	97,7	-55,9	-57,2%
> par entreprise (en €)	6 727 334	6 106 642	620 692	10,2%
> en % du PIB	2,2%	4%	-1,8 pts	-45,2%
<b>La main d'oeuvre</b>				
Nombre de salariés	700 656	1 686 373	-985 717	-58,5%
> Nombre moyen de salariés par entreprise de taille moyenne	113	105	8	7,2%
> en % de la population active	1,1%	2,1%	-0,97 pts	-47,1%
Valeur ajoutée par salarié (en €)	59 750	57 957	1 793	3,1%
Coût annuel moyen par employé d'une entreprise de taille moyenne (en €)	43 300	38 600	4 700	12,2%
Part des charges sociales dans les coûts salariaux (en %)	29,6%	17,5%	12,10 pts	69,1%
Charges sociales (en milliards d'€)	9,0	11,4	-2,4	-21,1%
> en % du CA	4,7%	3,3%	1,4 pts	43,3%
<b>Appréciation qualitative</b>				
<b>Innovation</b>				
Nombre de brevets par millions d'actifs (tous secteurs confondus) (5)	304,29	579,2	-274,9	-47,5%
Dépenses des entreprises en R&D (en milliards d'€)	14,1	38,7	-24,6	-63,6%
> par entreprise (en €)	67 928	215 262	-147 333	-68,4%
Employés dans la R&D (en équivalent temps plein)	226 051	332 491	-106 440	-32%
Dépenses par employé en R&D	62 216	116 428	-54 213	-46,6%
Crédits budgétaires publics pour la R&D (CBPRD) totaux accordés à la production et à la technologie industrielle (en milliards d'€)	0,3	2,6	-2,3	-88,5%
> en % des CBPRD totaux	1,7%	12,2%	-10,5 pts	-86%
Nombre d'entreprises ayant bénéficiées d'un financement public au titre de la R&D (6)	2 845	9 772	-6 927	-70,9%
> % des entreprises	1,4%	5,4%	-4,06 pts	-74,7%
Nombre d'entreprises de taille moyenne ayant bénéficiées d'un financement public au titre de la R&D (4)	711	2 869	-2 158	-75,2%
> % des entreprises de taille moyenne	11%	18%	-6,50 pts	-36,3%

	France	Allemagne	Écarts	
			Différence	Variation
<b>Compétitivité</b>				
Montant des exportations industrielles des PME (en milliards d'€) (7) (8)	56,1	83	-26,9	-32,4%
Part des exportations dans le CA des PME (8)	17%	18,6%	-1,6 pts	-8,6%
% des entreprises de taille moyenne dans les exportations totales	12,7%	8,3%	4,40 pts	52,8%
Valeur absolue des produits de technologie de pointe dans les exportations totales (en milliards d'€)	86,9	139,4	-52,6	-37,7%
> soit par personne active	3 092,7	3 398,2	-305,6	-9%
> % des produits de technologie de pointe dans les exportations	19,7%	14%	5,7 pts	40,7%
Part des exportations de technologie de pointe sur le marché mondial (9)	4,8%	8,1%	-3,21 pts	-39,8%
<b>Aides publiques aux entreprises</b>				
Total des aides publiques pour le secteur industriel (en milliards d'€) (10)	9,97	12,76	-2,79	-21,9%
> en % des aides totales	67,9%	76,5%	-8,60 pts	-11,2%

(1) Nous entendons par secteur industriel le secteur manufacturier hors construction, énergie et extraction minière.

(2) Chiffres de 2008 pour la France.

(3) Entreprise entre 50 et 249 employés.

(4) Chiffres de 2008.

(5) Nous donnons les chiffres tous secteurs confondus, la données sur le « secteur industriel hors construction, énergie et extraction minière » au sens de la nomenclature ISIC que nous utilisons ici n'étant pas disponible.

(6) Hors financement par l'UE, chiffres de 2008.

(7) Chiffre estimé pour la France.

(8) Chiffres indisponibles pour les entreprises de taille moyenne seulement.

(9) Avec les 20 principaux partenaires commerciaux, chiffres de 2008.

(10) Hors aides pour la lutte contre la crise économique.

Sources | Eurostat, OCDE, ONU, Banque Mondiale, Commission Européenne, Insee, Oséo, Douanes françaises, Destatis, Institut für Mittelstandsforschung (IfM), Deutscher Bundestag



## B | Analyse

De l'ensemble des données synthétisées dans les tableaux ci-dessus, il ressort les huit points d'analyse suivants.

### 1 | Si la France portait sa production industrielle au niveau de l'Allemagne, elle augmenterait son PIB de 6 points, soit 118 milliards d'euros

En France, où le secteur industriel a longtemps été délaissé, la production industrielle ne représente plus que 9,3% du PIB, contre 15,4% en Allemagne, soit un écart de 6 points. Si elle portait la part de la contribution de son industrie à son PIB au niveau allemand, cela représenterait une augmentation de 118 milliards d'euros.

#### Focus entreprises de taille moyenne

Les entreprises de taille moyenne contribuent à hauteur de 4% du PIB allemand, alors que ce chiffre est de 2,2% pour la France. Si on portait la part des entreprises de taille moyenne françaises au même niveau qu'outre-Rhin, cela représenterait un accroissement du PIB de 33 milliards d'euros.

### 2 | Un développement ralenti entre 2000 et 2010 qui cause une perte de 3,3 milliards d'euros par an

Entre 2000 et 2010, le secteur industriel français a enregistré une croissance de 14,5%, contre 19,3% en Allemagne. Si la France avait eu un taux de croissance identique à celui de son voisin, le chiffre d'affaires du secteur serait de 33 milliards d'euros plus élevé – soit 3,3 milliards d'euros que la France perd chaque année en comparaison de l'Allemagne.

### 3 | Si la France ramenait ses charges sociales au niveau allemand, cela représenterait un allègement de 15,3 milliards d'euros pour le secteur

Chacun le sait, le coût de travail constitue l'un des principaux handicaps de l'économie française. De fait, les charges sociales pèsent lourd sur les emplois français : 29,7% des coûts salariaux contre 19,3% en Allemagne, soit une différence de 53,9%. Cela représente un coût de 15,3 milliards d'euros – soit 73 782 euros par entreprise en moyenne. Or, les dépenses des entreprises par salarié sont comparables – 48 100 en France contre 47 200 en Allemagne, soit 21,6% et 22,5% des coûts de production. Cherchez l'erreur...

#### Focus entreprises de taille moyenne

Alors que la France impose à ses entreprises de taille moyenne des charges sociales identiques à celles des grandes entreprises (29,6%), l'Allemagne, quant à elle, soigne ses pépites avec un taux à 17,5%. Au total, cela représente un coût supplémentaire de 3,7 milliards pour les seules entreprises de taille moyenne françaises.

## **4 Si la France avait le même taux d'emploi industriel que l'Allemagne, il y aurait 1,4 million d'emplois de plus dans le secteur**

Sensibilisés par le nombre croissant de fermetures de sites de production, les Français savent que l'emploi industriel est fragilisé dans notre pays. Au global, il représente 10,9% de la population active, contre 16% en Allemagne – soit 32% de moins.

En nombre d'emplois, cela représente 1,44 millions de postes potentiels dans le secteur. Une partie du différentiel de chômage entre les deux pays (10% en France et 5,8% en Allemagne en janvier 2012) trouve son explication dans ce chiffre.

## **5 Il manque 12 000 entreprises de taille moyenne à la France**

On l'a signalé plus haut, notre comparaison se concentre sur les entreprises de taille moyenne, comptant entre 50 et 249 salariés. Mais des observations comparables sont très vraisemblablement possibles pour les entreprises plus petites (moins de 50 salariés) ainsi que les entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Il faut d'abord noter que les entreprises de taille moyenne françaises n'ont pas à rougir de leurs performances. En effet, elles se comportent bien dans la bataille mondiale : elles représentent 12,7% des exportations totales, quand les entreprises allemandes n'en représentent que 8,3%. De même, leur chiffre d'affaires moyen est-il supérieur de 41% à celui de leurs voisines d'outre-Rhin (30,7 millions contre 21,7).

Le problème est dans leur nombre très nettement insuffisant. Alors que 16% des entreprises industrielles allemandes sont de taille moyenne, elles ne sont que 10,9% en France. Si notre pays avait la même proportion que l'Allemagne, elle compterait 12 200 entreprises de taille moyenne supplémentaires – soit 3 fois plus qu'aujourd'hui.

De quoi sérieusement s'interroger sur l'environnement dans lequel on prétend faire naître et croître les pépites de demain... Et si on reconnaissait enfin que le « biotope français » (réglementaire et fiscal) est particulièrement défavorable à la croissance des entreprises !

## **6 Si les entreprises françaises portaient leur effort de R&D au niveau allemand, cela représenterait un investissement de plus de 30 milliards d'euros par an**

L'innovation est incontestablement l'un des facteurs les plus importants de la compétitivité industrielle sur le marché mondial. Et force est de constater les faiblesses françaises en la matière. Tous secteurs confondus<sup>5</sup>, la France ne dépose que 304 brevets par an pour un million d'habitants, contre 579 pour l'Allemagne – soit 47,5% de moins.

Autre éclairage : on observe une dépense largement supérieure des entreprises allemandes dans la R&D : 38,7 milliards d'euros contre 14,1 milliards en France – soit un écart de 63,7%. Par entreprise, toutes tailles confondues, cela représente une différence de 147 333 euros – 67 928 euros contre 215 626 euros outre-Rhin, soit un écart de 68,4%. Si chacune des 207 040 entreprises françaises du secteur portait son effort au niveau des entreprises allemandes, cela représenterait un investissement de 30,5 milliards d'euros.

Le soutien de l'État à l'innovation est un autre point majeur. Mais quand on regarde de près les Crédits

<sup>5</sup> Nous rappelons que nous donnons ici les chiffres tous secteurs confondus, la données sur le « secteur industriel hors construction, énergie et extraction minière » au sens de la nomenclature ISIC n'étant pas disponible.

budgetaires publics pour la R&D (CBPRD)<sup>6</sup>, on constate qu'ils sont significativement plus orientés vers le secteur industriel en Allemagne, avec 12,2% destinés aux entreprises de ce secteur, qu'en France qui n'y consacre que 1,7%. De même, alors que 5,4% des entreprises allemandes ont accès à un financement public, seul 1,4% y ont accès en France.

### **Focus entreprises de taille moyenne**

Le soutien public aux entreprises de taille moyenne est particulièrement appuyé en Allemagne, avec 18% des entreprises qui en profitent, contre 11% en France.

## **7 | Exportations : 8,6 milliards d'euros sont à gagner dans les industries de pointe**

Les technologies de pointe constituent, à n'en pas douter, des atouts forts à l'exportation. Et la France ne paraît pas mal placée : les technologies de pointe représentent près de 20% de ses exportations industrielles – contre seulement 14% en Allemagne. Mais si on regarde en valeur absolue, l'Allemagne reprend l'avantage : elle exporte pour un total de 139,4 milliards d'euros de produits industriels de pointe, contre 86,9 milliards d'euros en France – soit une différence de 37,7%. La part des exportations allemandes de technologies de pointe sur le marché mondial est de 8,1%, contre 4,8% pour la France. En adoptant sa stratégie *Hightech-Strategie für Deutschland* dès 2006, Berlin a pris une avance redoutable.

Si l'on portait les exportations de produits industriels de pointe (par actif dans le secteur) au même niveau qu'en Allemagne, cela représenterait une augmentation de nos exportations par 8,6 milliards d'euros. Le diagnostic est ainsi posé : le problème français se situe moins au niveau de la qualité de sa production industrielle que dans le nombre de ses entreprises capables d'exporter.

### **Focus entreprises de taille moyenne**

Si l'on se penche sur les fameuses PME exportatrices allemandes, on s'aperçoit que leurs concurrentes françaises sont quasiment aussi performantes qu'elles : la part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises de taille moyenne est de 17% en France contre 18,6% en Allemagne. Mais là encore, c'est la force de frappe qui est plus faible : le montant total des exportations est de 56,1 milliards d'euros en France contre 83 milliards en Allemagne – soit un écart de 32,1%.

## **8 | Le problème français est moins la compétitivité que la taille du secteur et l'environnement défavorable**

On constate à l'issue de ce rapide tour d'horizon que les faiblesses françaises ne sont en rien structurelles. Les Allemands ne sont pas des robots qui excellent dans la production industrielle et impossibles à concurrencer ! La France dispose même d'atouts pour les battre : une compétitivité comparable à celles d'outre-Rhin, une productivité du travail bonne et des performances encore remarquables dans certaines niches à l'export.

Le problème est ailleurs. Et il est double : il n'y a pas assez d'entreprises, en particulier qui investissent dans la R&D et qui exportent, et l'environnement ne favorise pas leur éclosion et leur développement, avec des mécanismes de soutien de l'État insuffisants et surtout des charges sociales trop lourdes. Tout doit être mis en œuvre pour corriger ces faiblesses dans le cadre d'une politique industrielle enfin efficace.

<sup>6</sup> Tous secteurs confondus, ils s'élevaient à 17,86 milliards d'euros en France contre 21,66 milliards en Allemagne.

